



Monsieur le Président de la République,

Depuis plus d'un an, la pandémie bouleverse le monde et frappe durement notre pays comme la plupart de nos voisins européens.

Depuis un an, vous avez été confronté à des décisions lourdes de conséquences et vous avez, quand il le fallait, décidé de confiner le pays le 16 mars dernier. Sauf à vouloir caricaturer, polémiquer, chacun peut imaginer aisément la difficulté de toutes ces décisions, les arbitrages complexes entre santé, état psychologique de la société et activité économique, sociale, éducative et culturelle. Beaucoup de ces décisions ont fait débat comme c'est normal en démocratie. Ni procureur, ni contempteur, ni candidat, ni militant, mon propos est éloigné de toutes considérations politiques. En m'adressant solennellement à vous aujourd'hui, je n'ai comme seule préoccupation que celle qui guide l'institution que je préside, c'est-à-dire l'intérêt de tous les patients, et le service des médecins partout sur le territoire, quel que soit leur mode d'exercice.

Si je le fais aujourd'hui sous cette forme, c'est parce que face à une situation terriblement grave, s'impose à nous la nécessité de mesures plus strictes, et donc d'un vrai reconfinement partout où c'est nécessaire. Pour beaucoup de ceux qui sont chaque jour sur le front face à l'épidémie, il apparaît que nous avons perdu le contrôle de l'épidémie. Les patients de plus en plus jeunes, la contamination dans les écoles sont autant d'indicateurs marquants de cette dégradation continue de la situation depuis plusieurs semaines. D'ici quelques jours, particulièrement en Ile de France, nos services de réanimation auront dépassé l'actuel stade de saturation ne permettant plus de garantir la bientraitance des patients qu'exige l'éthique médicale.

D'ici quelques jours, des médecins pourraient devoir choisir entre les patients sur des critères non médicaux, simplement par manque de moyens ou d'équipements disponibles. Ce choix, vous comme nous, avons toujours cherché à conjurer. C'est à court terme que cette question sera face à nous, dans toute sa violence.

Vous avez choisi fin janvier de ne pas reconfiner. Vous l'avez fait, j'en suis convaincu, sur la base d'informations multiples, de sources diverses, d'enjeux multiples et complexes qui ont forgé votre décision. Depuis la situation a changé. Comme à chaque fois depuis début 2020, le virus nous a surpris, déroutés, avec ses variants et son accélération. Et dans ce contexte, alors que par lassitude les gestes barrières semblent moins systématiquement pratiqués, les mesures de couvre-feu et de « confinement » le week-end ou au quotidien dans certains départements ont été perçues comme moins strictes que celles prises précédemment.

Tous ceux qui suivent cette crise et son évolution ont pu voir leurs certitudes vaciller, leurs doutes se renforcer. Personne, ni les médecins, ni les chercheurs, ni les experts, ni les autorités publiques, ne peut prétendre aujourd'hui détenir à lui seul la solution parfaite, la bonne réponse. Mais chacun se doit de faire passer l'impératif sanitaire avant tout autre et de prendre en compte cette nouvelle donne : le virus est en train de gagner.

Et face à cette perspective, nous sommes collectivement sûrs d'une chose : pour endiguer cette nouvelle vague de l'épidémie, il faut en même temps ralentir la propagation du virus et vacciner en masse. Sur ce dernier point, la mobilisation des médecins est totale. Leur implication depuis janvier dans la campagne a été décisive dans l'adhésion croissante d'un plus grand nombre de nos concitoyens en la nécessité de se faire vacciner. Et si l'indication vaccinale continue d'être indispensable pour ceux de nos concitoyens qui présentent des risques, l'élargissement qui s'annonce doit permettre à tous les acteurs légitimes et engagés de prendre leur part : tous ensemble vaccinons massivement pour protéger nos patients qui l'attendent et l'espèrent. L'Ordre est pleinement engagé pour assurer le succès de la campagne de vaccination et pour inciter tous les soignants à se faire vacciner car il s'agit d'un devoir professionnel fondamental.

Mais cela ne peut suffire aujourd'hui. Dans quelques semaines hélas, en dépassant les 100 000 morts, l'épidémie aura rayé l'équivalent de la ville de Nancy de la carte de France. Derrière les chiffres, il y a des vies. Des vies brisées, des familles anéanties, des parcours et des espoirs à jamais enterrés. Derrière les courbes, il y a la souffrance des familles face au deuil, l'épreuve face à la maladie, les convalescences longues et douloureuses des COVID, les dégâts irréparables des pertes de chance. Et nul ne peut oublier les inégalités face à la contamination et face à la prise en charge, subies par les populations les plus exposées, comme c'est le cas dans mon département de Seine Saint Denis.

La vie ne peut plus aujourd'hui supporter aucun arbitrage, aucune hésitation, aucun pari. La vie, toutes les vies, c'est cela qui doit d'abord nous guider aujourd'hui. Choisir la vie, c'est le seul choix éthique possible, c'est celui qui fonde de manière intemporelle l'engagement des médecins.

Pour sauver ces vies, au chevet des patients, partout, loin des plateaux télé, il y a la mobilisation ininterrompue des médecins, de tous les professionnels, qui après avoir été exposés dans la première vague, font aujourd'hui face à l'épidémie, même lorsqu'ils sont à bout de force, avec un engagement sans faille qui honore notre profession. Demain si nous n'agissons pas plus fortement, cette mobilisation ne suffira plus à soigner dans de bonnes conditions. Ce serait un échec et une atteinte au pacte républicain qui veut que la République protège tous les siens.

Monsieur le Président, nos concitoyens, inquiets chaque jour pour eux et leurs familles, nos soignants épuisés par un combat sans merci, ne peuvent plus attendre. Pour éviter que l'épidémie ne gagne, pour sauver des vies, pour ne pas avoir à choisir entre les patients, par respect pour nos soignants, pour nous donner collectivement un répit avant que le vaccin nous protège davantage, par respect pour l'obligation de bientraitance républicaine, je vous demande solennellement de renforcer sans attendre et clairement, nettement, sans détour,

les mesures sanitaires. Elles peuvent encore permettre de limiter un embrasement général sur tout le territoire.

Monsieur le Président, en attendant que nous soyons massivement vaccinés, partout où la situation est grave, il nous faut nous confiner.

Patrick Bouet - Président du Conseil national de l'Ordre des médecins